

DROIT ADMINISTRATIF

N° 6 - JUIN 2007

46^e ANNÉE - ISSN 0419-7461

Notamment ce mois-ci :

> COMMENTAIRES

84 Aides publiques aux entreprises

De la difficulté d'évaluer les avantages octroyés aux entreprises

par Michel BAZEX et Sophie BLAZY (p. 25)

87 Police des jeux

L'encadrement national des jeux et paris à l'épreuve du droit communautaire

par Marie GAUTIER, professeure de droit public, IEP Toulouse (p. 28)

90 Référé

Le juge du référé liberté fondamentale peut statuer par des mesures ne présentant pas un caractère provisoire

par Fabrice MELLERAY (p. 32)

96 Plans locaux d'urbanisme

La modification du projet de PLU après l'enquête publique

par Sébastien PLUNIAN, avocat au barreau de Valence (Drôme) (p. 38)

SOUS LA DIRECTION DE :

Jean-Bernard AUBY

COMITÉ DE RÉDACTION :

Michel BAZEX, Paul LIGNIÈRES, Fabrice MELLERAY,
Alain MÉNÉMÉNIS, Rozen NOGUELLOU

Repère 6

Alertes 21 à 23

Études 9 et 10

Commentaires 81 à 96

Fonction publique

9 La mobilité des agents publics après les lois de février 2007 relatives à la fonction publique

Étude par Antony TAILLEFAIT,

doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion d'Angers,

Laboratoire angevin de recherche sur les actes juridiques (EA1271) (p. 7)

La mobilité est devenue un des thèmes centraux de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique. Elle est nécessaire à l'efficacité administrative et à l'attractivité des carrières administratives. Elle décroïsonne les services, favorise la polyvalence, gomme les inégalités dans les carrières et stimule les initiatives. Elle ne doit pas être subie mais au contraire choisie. Il faut alors créer les conditions pour cela. C'est ce que s'efforcent de faire les deux lois de février 2007 en améliorant l'ouverture des fonctions publiques grâce à la mobilité interne à l'administration, dans une fonction publique et entre les fonctions publiques, et aux passerelles construites entre le secteur public et le secteur privé.

Finances et comptabilité publique

10 Le statut des membres de la Cour des comptes après la loi du 1^{er} juillet 2006

Étude par Pauline TÜRK,

maître de conférences à l'université de Lille 2, membre de l'IRDP (p. 13)

Sommaire

P. 1 Repère	
L'immatériel dans l'État.....	n° 6
P. 3 Alertes	n° 21 à 23
P. 7 Études	
La mobilité des agents publics après les lois de février 2007 relatives à la fonction publique.....	n° 9
Le statut des membres de la Cour des comptes après la loi du 1 ^{er} juillet 2006.....	n° 10
Commentaires	
P. 23 Acte administratif	
● Application dans le temps	
Un acte de constatation peut être créateur de droits.....	n° 81
P. 23 Collectivités territoriales	
● Finances locales	
Le financement des groupements de communes gérant des SPIC.....	n° 82
L'incompétence du pouvoir réglementaire pour imposer des charges nouvelles aux collectivités.....	n° 83
P. 25 Concurrence	
● Aides publiques aux entreprises	
De la difficulté d'évaluer les avantages octroyés aux entreprises.....	n° 84
P. 27 Contrats	
● Délégation de service public	
La publicité de la passation des concessions soumises aux règles communautaires.....	n° 85
● Bail emphytéotique administratif	
À propos du BEA permettant la mise à disposition d'édifices du culte.....	n° 86
P. 28 Police	
● Police des jeux	
L'encadrement national des jeux et paris à l'épreuve du droit communautaire.....	n° 87

P. 30 Procédure	
● Compétence administrative ou judiciaire	
La compétence pour apprécier la légalité de conventions collectives concernant des personnels d'établissements publics.....	n° 88
● Distinction des contentieux	
Le recours ouvert contre les décisions de la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées est un recours de pleine juridiction.....	n° 89
● Référé	
Le juge du référé liberté fondamentale peut statuer par des mesures ne présentant pas un caractère provisoire.....	n° 90
● Jugements	
Les pouvoirs du juge dans le contentieux des remboursements agricoles.....	n° 91
La saisine du tribunal ou de la cour en cas d'inexécution d'un jugement ou arrêt.....	n° 92
Inconventionnalité d'une validation législative.....	n° 93
P. 35 Responsabilité	
● Responsabilité des constructeurs	
Les effets de la réception dans les marchés de travaux.....	n° 94
P. 35 Services publics et régulations	
● Gestion des services publics	
Les voies de l'externalisation des activités de service public.....	n° 95
P. 38 Urbanisme	
● Plans locaux d'urbanisme	
La modification du projet de PLU après l'enquête publique.....	n° 96

Index

Acte administratif		Droit communautaire		Procédure	
Retrait.....	comm. 81	Institutions européennes.....	alerte 22	Distinction des contentieux.....	comm. 89
Collectivités territoriales		Enseignement		Jugements.....	comm. 91 à 93
Finances locales.....	comm. 83	Enseignement supérieur et recherche.....	alerte 23	Référé	
Compétence administrative ou judiciaire		Finances et comptabilité publique		Référé liberté fondamentale.....	comm. 90
Personnels d'établissements publics.....	comm. 88	Cour des comptes.....	étude 10	Responsabilité	
Concurrence		Finances locales		Responsabilité des constructeurs.....	comm. 94
Aides publiques aux entreprises.....	comm. 84	Coopération intercommunale.....	comm. 82	Services publics et régulations	
Contrats		Fonction publique		Gestion.....	comm. 95
Bail emphytéotique administratif.....	comm. 86	Mobilité des agents publics.....	étude 9	Urbanisme	
Délégations de service public.....	comm. 85	Police		Droit de l'urbanisme.....	alerte 21
Domaine		Jeux.....	comm. 87	Plans locaux d'urbanisme.....	comm. 96
Propriétés incorporelles de l'État.....	repère 6				